

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 8 mars 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ETABLISSEMENT FRANCE ALU COLOR à MARCILLOLES**

Références : 2023-Is028T3

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 mars 2023 dans l'établissement FRANCE ALU COLOR à MARCILLOLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action "coup de poing" sur les produits chimiques menée à l'échelle régionale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT : FRANCE ALU COLOR
- Adresse : 103 chemin des Mûriers - 38260 MARCILLOLES
- Code AIOT dans GUN : 61-3001
- Régime : E
- Statut Seveso : non concerné

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les points relatifs aux régements "produits chimiques" examinés lors de cette inspection ont permis de constater que l'exploitant doit modifier l'entreposage des contenants de 1000 litres contenant des produits incompatibles (acide et base) de façon à ce que ces substances ne puissent pas entrer en contact. Cette exigence est applicable pour les 2 chaînes de traitement du site. Délai associé : 2 mois.

Les autres constats relatifs à l'étiquetage, les fiches de données de sécurité et les rétentions des lieux de stockage avant exploitation sur les chaînes de traitement ont permis de conclure que la situation est satisfaisante.

## 2-3) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle n°2023-1 :** Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> règlement du 16/12/2008 - article 17 (CLP)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats</b> Lors de la visite du site, il a été constaté que les indications obligatoires sont présentes. Une attention particulière a été portée sur 2 produits représentatifs de l'activité du site ISOPREP 5000 FX (acide fluoroborique à 50%) et GARDOCLEAN R1700F (lessive de soude à 50%). Pour ces 2 produits, les recommandations des FDS sont respectées (stockage dans le récipient d'origine contener de 1000 l, stockage sous clé avec rétentions adaptées dans des bungalow dédiés). Le stockage de produits inflammables (peintures) en petites quantités (car le site utilise dans son process de la peinture poudre) est réalisé dans des armoires anti-feu.
<b>Avis de l'inspection :</b> situation conforme, la quantité de produits stockés est cohérente avec le niveau d'activité du site.
<b>Proposition de suites :</b> aucune

**Nom du point de contrôle n°2023-2 :** FDS

<b>Référence réglementaire :</b> règlement du 18/12/2006 – articles 30, 35 et 37-5 (REACH)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats</b> Les fiches de données de sécurité sont présentes. Afin de limiter le risque chimique, le nombre d'intervenants (caristes, chefs d'équipe, mécaniciens,..) est restreint à 8

personnes. Ces intervenants sont formés principalement chez les fournisseurs de produits (BASF,...).

Il est à noter qu'il n'y a pas de transvasement de produits chimiques sur le site. Les produits arrivent dans des containers de 1000 l et sont utilisés directement jusqu'à épuisement du stockage. Les containers vides sont lavés avant d'être stockés en extérieur dans des conditions adaptées puis ils sont repris par le fournisseur. Les eaux de rinçage sont traitées dans la station d'épuration interne.

**Avis de l'inspection :** situation conforme

**Proposition de suites :** aucune

**Nom du point de contrôle n°2023-3 :** capacité de rétention

**Référence réglementaire :** arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - I et VI

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]

**Constats**

Les rétentions sont présentes et conformes.

**Avis de l'inspection :** situation conforme

**Proposition de suites :** aucune

**Nom du point de contrôle n°2023-4 : entretien des rétentions et gestion des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - II et VI
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats</b> Les rétentions sont adaptées et revêtues d'une résine spécifique résistante au caractère corrosif des produits utilisés. Pas de transvasement sur site.
<b>Avis de l'inspection :</b> situation conforme
<b>Proposition de suites :</b> aucune

**Nom du point de contrôle n°2023-5 : gestion des incompatibilités et débordements**

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - II et III
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
<b>Constats</b> Lors de leur exploitation, les conteneurs de 1000 l contenant des bases ou des acides sont situés de telle façon qu'en cas de rupture ces 2 produits incompatibles pourraient entrer en contact.
<b>Avis de l'inspection :</b> situation non conforme
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant doit aménager l'entreposage des conteneurs de 1000 litres contenant des produits incompatibles (acide et base) de façon à ce que ces substances ne puissent pas entrer en contact. Cette exigence est applicable pour les 2 chaînes de traitement du site. Délai de réalisation : 2 mois